



E/CONF.39/C/452

3 Nov.1962

ORIGINAL : FRANCAIS

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
DANS L'INTÉRÊT DES RÉGIONS PEU DÉVELOPPÉES**

Point de l'ordre du jour : C.1.3

Côte-d'Ivoire

**SENSIBILISATION DES MILIEUX RURAUX TRADITIONNELS
A UNE AGRICULTURE DE TYPE EVOLUE
PAR LES CENTRES-PILOTES DE PREVULGARISATION
ET DE DEMONSTRATION**

Par J. E. LALANDE,
Inspecteur général de l'Agriculture Outre-Mer,
Conseiller Technique aux Etudes
et à l'Expérimentation Agricole en Côte-d'Ivoire

Les mémoires rédigés à l'intention de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées sont des documents de travail. Ils sont publiés tels qu'ils ont été présentés et les assertions et opinions qu'ils contiennent sont celles de leurs auteurs.

NOTES

1. Les mémoires choisis pour être présentés en séance générale pourront être obtenus à la Conférence dans les langues officielles suivantes des Nations Unies: anglais, espagnol, français et russe.

2. Les mémoires choisis pour être présentés en séance spéciale pourront être obtenus à la Conférence dans l'une seulement de ces langues officielles.

3. Les résumés qui ont été rédigés pour tous les mémoires par les auteurs de ceux-ci pourront être obtenus à la Conférence dans les langues officielles suivantes des Nations Unies: anglais, espagnol, français et russe.

4. Préalablement à la Conférence, les mémoires et les résumés ne feront pas l'objet d'une distribution générale mais d'un tirage restreint destiné aux délégations des gouvernements et autres participants officiels. La publication et la distribution générale des actes de la Conférence s'effectueront conformément aux règles et pratiques agréées par le Comité des publications des Nations Unies.

Physionomie Générale de l'Agriculture Ivoirienne

L'Agriculture ivoirienne dans son ensemble, que ce soit dans son Secteur des cultures d'exportation, que ce soit dans son Secteur d'économie rurale traditionnelle (cultures vivrières), présente un caractère général : la médiocrité de ses rendements.

Cette faible productivité résulte de nombreux facteurs, entre autres :

- Statuts coutumiers fonciers
- Systèmes culturels primitifs attardés dans une agriculture de subsistance (Secteur traditionnel notamment)
- Caractère extensif des cultures,
- Absence générale de fertilisations
- Equipement précaire des milieux ruraux
- Techniques d'exploitations sommaires
- Abaissement du niveau de fertilité des terres,
- etc, etc, etc,

Bien de ces facteurs sont particulièrement agissant dans le Secteur d'économie rurale traditionnelle, qui s'étend sur les zones à faisons contrastées, et où l'exploitation, de règle générale, est itinérante. D'autre part l'accroissement de la population y étant plus accusé, oblige dans certaines zones à réduire la durée des jachères. La régénération des terres agraires est de ce fait incomplète, ceci traduisant par leur appauvrissement, voire même par leur dégradation.

Le problème qui se pose à cet égard à la Côte d'Ivoire, n'a pas échappé à l'attention du Gouvernement, qui a inscrit le Développement rural, par la modernisation de l'Agriculture, au premier rang de ses préoccupations.

Un ensemble de mesures ont été d'ailleurs décidées dans ce but. Entre ces mesures il y a lieu de citer notamment :

- La formation d'un encadrement de base,
- L'amélioration de l'équipement rural,
- La constitution et la mise en place de Centres de coopération
- La création de Stations Régionales d'Expérimentations qui avec les Instituts de Recherches spécialisées, travaillent à l'amélioration du matériel végétal, et à la mise au point des techniques de production.
- L'institution enfin du Crédit National Agricole.
- etc, etc.

Ces mesures pour être à n'en pas douter fondamentalement nécessaires, n'en restent pas moins quelque peu illusoire, on tout cas certainement incomplètes. Illusoires selon nous, parce qu'on ne saurait les étendre, les mettre en application partout en même temps, dans un monde rural à la fois si diversifié et si généralement imprégné des coutumes ancestrales. Incomplètes parce que ces mesures ne peuvent avoir une véritable efficacité que si les milieux ruraux sont préalablement sensibilisés à la notion de progrès. Qu'après pourrait-on-dire leur

"conditionnement Psychologique" qui les rendent plus réceptifs. D'où la nécessité urgente de multiplier préalablement sur des points d'impacts ruraux, en les dispersant dans les différentes régions, des actions Psychologiques, d'éducation et de démonstrations d'Agriculture progressive.

II Centres-Pilotes - Définition - But - Objectifs

Les Centres Pilotes de pré vulgarisation constituent un mode de vulgarisation agricole par actions approchées et concentrées sur des points d'impacts ruraux.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'un plan culturel établi préalablement à partir d'études de base sur le milieu rural concerné. Ces actions doivent tendre surtout à modifier les méthodes culturelles traditionnelles dans ce qu'elles ont de sommaire et d'incomplet. Et les Techniques appliquées et enseignées, pour s'inspirer des données ou des mises au point obtenues en Stations d'expérimentations, n'en doivent pas moins au tant que faire se peut, être à la portée des moyens et des l'entendement du milieu.

Un Centre Pilote ne doit pas réformer ^{brusquement} ~~ex abrupto~~ les pratiques traditionnelles. Ce serait une faute de Psychologie, peut être même une imprudence, parce qu'en ce faisant, on risque de troubler un équilibre alimentaire qui, pour précaire qu'il soit, n'en existe pas moins.

En Résumé, les Centres-Pilotes dans les milieux ruraux de leur emprise - trop souvent résignés par inertie ou habitude, dans la coutume et la précarité - doivent s'attacher par leurs conseils et leurs démonstrations pratiques, à montrer l'intérêt par exemple, de telle ou telle Technique, de l'emploi de telle semence améliorée, des fertilisations organiques et minérales, de l'utilisation des bovins comme source d'énergie pour les travaux agricoles et les transports, des légumineuses de couvertures ; etc, etc...

C'est en faisant constater de visu en effet aux collectivités intéressées, que ces pratiques simples et nouvelles, se traduisent presque toujours par un accroissement de production et partant, de prospérité, que l'on peut espérer les convaincre et les voir adhérer à ces méthodes.

Telle est en fait le but majeur des Centres-Pilotes que d'aider, d'enseigner, et d'amener ainsi, les collectivités paysannes approchées à évoluer psychologiquement et techniquement.

Autres actions bénéfiques des Centres-Pilotes :
A l'intérieur du cadre paysannal où ils exercent et entre les participants à leurs entreprises, ils permettent de détecter les paysans plus réceptifs, mieux doués, plus ou moins concients déjà d'une évolution nécessaire, d'en faire des "hommes pionniers", des Agriculteurs-Pilotes, susceptibles d'entraîner les hésitants, les tenants de la coutume, d'être par surcroît des exemples pour les jeunes dont beaucoup désertent les campagnes.

Ils doivent d'autre part - et c'est un de leur rôle essentiel - pousser, décider leurs participants à s'associer en groupement professionnel, dont les Agriculteurs-pilotes précités seraient tout désignés pour être les animateurs. En développant par ce moyen l'esprit d'entraide, ces groupements, véritables cellules de base d'une coopération bien comprise, évolueraient nécessairement en Coopératives de village qui se rattacheraient aux Centres de Coopération déjà en place...

Aux Structures traditionnelles s'opposant trop souvent à toute évolution, se substituerait ainsi, une organisation professionnelle, devenue consciente d'une nécessaire solidarité paysanne.

Il vient à l'esprit immédiatement, ce qu'une telle transformation dans les mœurs permettrait d'entrevoir : (facilités d'obtention des crédits de campagne, de redistribution et de commercialisation des produits, etc, etc).

Mais au delà de ses effets internes, les Centres-pilotes ont une influence extérieure par leur vertu de "rayonnement" et de "contagion". Car rien n'est plus contagieux en Afrique Noire que le désir de prospérité.

Les premières tentatives faites dans ce sens en Côte d'Ivoire (Secteurs-Pilotes) ont confirmé la sensibilisation effective, certaine, qu'exerce de proche en proche, ce procédé de vulgarisation.

En apportant la prospérité dans un milieu rural (village ou terroir), le Centre-Pilote ne peut pas ne pas forcer l'attention des collectivités avoisinantes, de susciter chez elles, plus ou moins confusément, un désir d'imitation, une volonté de progrès.

Et cette influence se réduirait-elle seulement à cela; qu'elle serait déjà bénéfique, en ce sens qu'elle prépare, prédispose, sensibilise, ces collectivités à une modernisation rurale.

Les Différents Aspects d'un Centre Pilote conditions d'Implantations

Les Centres Pilotes peuvent présenter plusieurs aspects et varier notamment dans leur dimension. Leur raison d'être, nous l'avons vu, est d'adapter leurs interventions et leurs entreprises à l'importance ethnique et aux possibilités des milieux où ils s'implantent.

La dimension minima d'un Centre Pilote ne peut être cependant que le village. Mais il peut étendre son emprise sur un terroir groupant plusieurs villages, de même ethnie et de même statut agraire, pour l'aménager et le moderniser dans son ensemble.

Si dans les Centres-Pilotes de petite dimension, la pratique de la culture attelée doit constituer un thème majeur de vulgarisation, dans les Centres-Pilotes-Terroirs, une méca-

nisation-(bien comprise s'entend)- est souhaitable, autant pour ménager les efforts des cultivateurs que pour hâter des travaux saisonniers urgents, qui constituent souvent des goulots d'étranglement difficiles à surmonter.

On peut concevoir également un Centre Pilote constitué, par un groupe de jeunes ruraux épris de progrès, désireux de se libérer des contraintes coutumières et s'installant sur un domaine vacant pour s'adonner en commun, avec l'aide d'une Assistance Technique soutenue, à une agriculture de type évolué.

Le Centre Pilote doit en définitive s'accommoder de toutes les circonstances, de tous les milieux comme de toutes les bonnes volontés.

Un Centre-Pilote - cela est important - ne doit et ne peut en effet s'installer dans un milieu rural traditionnel, que s'il est accueilli sans réticence par la collectivité. Après cette adoption, et avant que le Centre-Pilote engage toute action, le milieu rural "accueillant" fait l'objet d'études préliminaires pour dégager le maximum de données sur son contexte humain et physique : études socio-économiques ; études agro-pédologiques du domaine ressortissant au milieu, carte d'utilisation des sols-et relevé cadastral des champs ; accessoirement, études Topographiques et hydrologiques pour travaux éventuels de protection de sols ou d'aménagement hydro-agricole.

Comme il a été dit, ces études permettent d'établir en connaissance de cause, le planning des interventions du Centre tant sur le plan Technique que psychologique.

Une des conditions fondamentales à la réussite d'un Centre-Pilote, c'est la présence permanente auprès de la collectivité à "sensibiliser", d'un Animateur de base parfaitement instruit de sa mission et possédant de surcroît une sorte de mystique du progrès rural.

Cette condition est la plus difficile à satisfaire. De tels intermédiaires entre les techniciens de l'Assistance Technique et la collectivité, étant encore trop rares en Côte d'Ivoire.

Financement de démarrage d'un Centre-Pilote

Sans doute pour être plus immédiatement efficace le Centre-Pilote requiert-il un aménagement et un équipement de base que les milieux ruraux généralement ne possèdent pas.

Il lui appartient en conséquence, là aussi avec la participation de la collectivité, de réaliser ces "préalables" nécessaires.

Ces derniers concernent certaines constructions telles que : case pour l'Animateur de base, étable - fumière - petit magasin fermé.

Ces constructions doivent être édifiées avec les matériaux traditionnels - ceci pour bien montrer à la collectivité que ces infrastructures sont à la portée de leurs moyens et de leur savoir-faire.

D'autre part, pour l'Equipement du Centre-Pilote il y a lieu de prévoir l'achat d'un troupeau d'élevage (20 bovins), de boeufs de labours, de matériel de culture et de charrette de transport, engrais et de produits antiparasitaires.

Pour ces achats, le Centre-Pilote fait bien entendu l'avance des fonds à la collectivité participante, mais il est absolument nécessaire que cette dernière soit informée et ait accepté de rembourser ces avances, sur le croît du troupeau et les plus-values de récoltes, suivant des tranches annuelles à déterminer. Ce principe du remboursement doit être rigoureusement appliqué pour ne pas habituer la collectivité à une aide gratuite.

Le Financement pour le démarrage d'un Centre-Pilote de moyenne importance compte tenu des dépenses nécessaires aux Etudes préliminaires, peut se chiffrer approximativement comme il suit :

I°/- Etudes préliminaires :

- Socio-économiques-Agro-pédologiques
- (avec carte d'utilisation des sols et relevé cadastral des terres en cultures et en jachère, estimées à 1.300.000

II°/- Dépenses d'Aménagements :

- Case pour l'Animateur de base
- Etable - fumière (pour 20 bovins)
- Magasin - Bureau (15 x 5)
- Abreuvoir
- Couverture ou élargissement au bulldozer des pistes de desserte des champs estimées à ... 1.800.000

III°/- Dépenses d'Equipement :

- Achat de 20 bovins (noyau d'élevage)
- " -"-3 paires de boeufs de Labour
- Matériels de cultures
- Engrais-insecticides
- estimées à 1.400.000
- 3.500.000
- Dépenses imprévues : 500.000
- Soit au total 4.000.000
-

Remarques : a)- les dépenses (1) et (11) ne sont pas récupérables, ces infrastructures étant acquises à la collectivité accueillante, à charge pour elle de les entretenir.

b)- les dépenses d'équipement sont par contre remboursables sur le croît du troupeau et les plus values de récolte suivant des modalités (très libérales d'ailleurs) à préciser.

c)- le poste : "dépenses imprévues" peut paraître excessif mais il tient compte des variantes d'exploitations et des aménagements multifformes que les Centres-Pilotes peuvent requérir.

En tout état de cause, si dans ce montant on fait abstraction des dépenses d'équipement qui sont remboursables, on peut considérer que le lancement d'un Centre-Pilote, moyen, intéressant par exemple un village groupant une collectivité de 200 âmes, nécessite un investissement au départ de 2.500.000 francs.

Même si l'Etat doit en outre prendre en charge le salaire de l'Animateur de base (12 à 15.000 par mois), ce n'est pas payer trop cher une entreprise qui, si elle est bien conduite tant sur le plan Psychologique que Technique, peut aboutir en 3 ou 4 ans, à orienter une collectivité sur la voie du progrès, en lui apprenant les "gestes" d'une meilleure agriculture.

Et si l'on admet l'effet "rayonnant" et "contagieux" des Centres-Pilotes, on peut sans excessif optimisme, penser qu'une vingtaine de Centres-Pilotes judicieusement répartis - dans une Région donnée, pourrait la sensibiliser au progrès agricole, en quelques années.

Ceci, par la seule vertu des exemples, des démonstrations des enseignements pratiques dispensés sur place auprès des paysans Ceci, sans heurter leurs traditions, ni attenter par la contrainte à leur liberté ; ceci, sans recourir aux méthodes coûteuses, imprudentes et par là très discutables, qui ne voient, la modernisation Agricole de l'Afrique Noire, que dans l'extension de la collectivisation des cultures.

Conclusion :

L'évolution agraire de l'Afrique Noire, suppose certes des mesures d'ensemble comme celles que le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a heureusement prévues et édictées.

Mais toutes ces mesures seraient incomplètes, voir même illusoire, si l'on ne s'attache pas en priorité à transformer la mentalité paysanne, restée par ignorance ou par résignation, plus ou moins indifférente et insensible à tout progrès.

Les Centres-Pilotes de pré vulgarisation semblent répondre à cet impératif. Les quelques expériences (trop limitées hélas) faites en Côte d'Ivoire peuvent en témoigner.-